

Vers une politique linguistique nationale à Cuba : la toile de fond

John Archibald

Volume 47, numéro 1, mars 2002

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/008002ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/008002ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0026-0452 (imprimé)

1492-1421 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Archibald, J. (2002). Vers une politique linguistique nationale à Cuba : la toile de fond. *Meta*, 47(1), 139–145. <https://doi.org/10.7202/008002ar>

Résumé de l'article

L'auteur traite des fondements historiques et contemporains d'une politique linguistique nationale à Cuba. Il examine les deux phases de l'élaboration de cette politique ainsi que les enjeux culturels du projet dans les contextes cubain et hispanophone. Les effets éventuels de ce projet se feront sentir dans plusieurs domaines dont l'éducation nationale, la traduction, la gestion de la terminologie et la cohésion linguistique et culturelle du monde hispanophone.

BLOC-NOTES

Vers une politique linguistique nationale à Cuba : la toile de fond

RÉSUMÉ

L'auteur traite des fondements historiques et contemporains d'une politique linguistique nationale à Cuba. Il examine les deux phases de l'élaboration de cette politique ainsi que les enjeux culturels du projet dans les contextes cubain et hispanophone. Les effets éventuels de ce projet se feront sentir dans plusieurs domaines dont l'éducation nationale, la traduction, la gestion de la terminologie et la cohésion linguistique et culturelle du monde hispanophone.

ABSTRACT

The author discusses the historic and contemporary foundations of a national linguistic policy in Cuba. He examines the two-step process of policy formulation as well as the cultural implications of this project in the Cuban and larger Spanish-speaking contexts. The possible effects of this project will be felt in several areas including national education, translation, terminology management and the linguistic and cultural cohesion of the Spanish-speaking world.

MOTS-CLÉS/KEYWORDS

culture, langue nationale, politique culturelle, politique linguistique, standards

Cuba vient de jeter les bases d'une politique linguistique nationale; celle-ci tient compte de son évolution historique dans les contextes anglo-américain et hispanique. Ce processus se manifeste, d'une façon ou d'une autre, depuis la Révolution de 1959. Toutefois, cela prend des proportions d'urgence compte tenu de l'élaboration de projets et de structures prônés par l'Institut de littérature et de linguistique, le Centre de traduction et de terminologie spécialisée, l'Université de la Havane ainsi que par de nombreux organismes pour lesquels la situation linguistique cubaine représente un enjeu de taille.

Nous nous pencherons essentiellement sur la première ébauche d'un projet pertinent formulé vers la fin des années 80 par l'Institut de littérature et de linguistique.

Cela dit, signalons tout d'abord que l'intelligentsia cubaine, de l'époque coloniale à nos jours, se préoccupe des problèmes de prédominance ou de dépendance sociolinguistique. Ainsi, plusieurs historiens de la langue espagnole à Cuba affirment que le point de départ de cette nouvelle polémique est en quelque sorte la célèbre dissertation du Frère José María Peñalver publiée à la fin du XVIII^e

siècle. En effet, dès 1795, Peñalver souligne l'importance d'élaborer un lexique spécialisé qui documente les réalités cubaines dans le commerce de l'époque: un dictionnaire (*Diccionario Provincial*) des régionalismes cubains dans l'agriculture et le commerce entre autres. Le dictionnaire mettait en relief l'enseignement d'un espagnol cubanisé sans pour autant succomber ni aux inexactitudes ou à la *corrupción del idioma*. Ce court document transmet le même message que les générations successives de puristes n'ont pas cessé de répéter: la langue espagnole de Cuba reste distincte bien qu'elle se rapproche davantage de la culture dominante du monde hispanophone. On y décèle un sens de devoir national: maintenir la clarté et la pureté de la langue tout en utilisant le modèle espagnol pour refléter le caractère varié de la réalité cubaine: *nuestra Isla que debe hablar con propiedad*. (Peñalver 14)

Bien entendu, tous ceux qui connaissent bien l'évolution de la situation cubaine admettront que le discours post révolutionnaire ne puise pas son inspiration dans la période coloniale, mais plutôt dans les œuvres du plus important précurseur de la pensée intellectuelle cubaine de nos jours, José Martí (1833-1895), le grand écrivain et patriote de la fin du XIX^e siècle. Martí s'est mis complètement au service de la beauté de la langue espagnole (ibérique) et à la façon dont celle-ci a su s'adapter à l'environnement cubain et à celui de toute l'Amérique latine. Cependant, il a vite compris que les polémiques linguistiques et culturelles de la région représentaient une véritable menace à l'évolution de la langue qui, à son avis, était l'essence même de l'unité nationale. On ne doit donc pas s'étonner de retrouver, dans l'élaboration actuelle d'une politique linguistique cubaine, des traces évidentes de la pensée de José Martí.

En fait, dans sa dissertation sur l'idéologie linguistique de José Martí, le Professeur Marlen Domínguez Hernández souligne le fait que Martí était particulièrement sensible aux manifestations linguistiques qui résultent des *choques de cultura*. Elle précise, par ailleurs, que, selon Martí, les dirigeants doivent *conocer a fondo la lengua de aquellos a quienes se gobierna* (Domínguez ix). Cela conduirait à une meilleure connaissance de la langue nationale et de la *personalidad nacional* qui devrait être, encore selon Martí, exempté de toute contamination étrangère.

En renforçant l'usage de la langue nationale, on pourrait ainsi accroître la capacité du pays à résister aux influences étrangères ou peut-être

même à une invasion de l'extérieur. Le Professeur Domínguez résume ainsi cet aspect de sa pensée :

La palabra puede ser... una arma de combate, y la resistencia a dominaciones extrañas se verifica como una vía más a través de la lengua. (Domínguez)

Par conséquent, d'après l'œuvre de Martí, on doit défendre la langue, résister aux influences étrangères et développer l'identité nationale par l'usage soigné de la langue et du développement national ; cela se fera par une forte sensibilité linguistique de la part des dirigeants du gouvernement et des citoyens.

Le concept de Martí est encore présent de nos jours. Cuba a connu plusieurs chocs culturels et linguistiques plus particulièrement avec les États-Unis et l'ex-Union soviétique. L'analyse conjoncturelle d'Enrique González Manet souligne que les intellectuels actuels s'intéressent essentiellement à l'effet du néocolonialisme sur la culture et la langue à telle enseigne que les thèmes de la pureté de la langue et de l'authenticité culturelle demeurent constants au fil des années.

Selon González, dans son traité de 1984 sur la culture et la communication à Cuba, le pays doit, à court terme, *revisar las estrategias de desarrollo, reorientar los programas de educación y reconsiderar los procesos culturales* (González 6) dans l'optique d'adopter *políticas integradas y coherentes de comunicación, educación y cultura* (7).

Le but de l'opération serait, en fait, de protéger la langue et la culture de ce que González a qualifié d'une *invasión incontrolada de símbolos y signos* qui transmettent tous des messages idéologiques souvent contraires, dans le contexte socialiste, à l'épanouissement national cubain. En fait, González affirme que ce genre d'invasion est rendue plus facile par les médias et que la situation est exacerbée par la nature envahissante de messages capitalistes transmis par des réseaux informatiques que González compare au *sistema nervioso central de la estructura capitalista* (9).

Il termine en affirmant que Cuba a besoin des armes nécessaires pour se protéger contre ce genre d'ingérence culturelle et linguistique. En 1975, le parti communiste cubain a élaboré une politique culturelle mais, en dépit de cela, Cuba a grandement besoin de reconsidérer ses politiques culturelles en raison des nouvelles menaces imminentes venant de l'extérieur. En l'absence de ces mesures, González craint qu'on ne mette en péril *la autonomía cultural y la preservación de la identidad* (105). Il va jusqu'à prévoir un éventuel effet négatif sur l'évolution des valeurs, le niveau d'éducation et le développement culturel national (107).

Les milieux officiels cubains se sont également préoccupés de la situation. En fait, le gouvernement

cubain sous la tutelle de Madame Nuria Gregori Torada, directrice de l'Institut de littérature et de linguistique, a déjà pensé à la possibilité d'adopter une politique linguistique officielle. La première ébauche est apparue en 1989 dans un article de Madame Gregori intitulé « Fundamentos para el Establecimiento de una Política Lingüística en Cuba ». Cet article était tout d'abord un projet de recherche ; a suivi ensuite un article plus élaboré publié en 1992 dans la revue *Anuario L/L – Estudios Lingüísticos*, sous le titre « Proposición de una política lingüística nacional ». L'objectif de Gregori est clair si l'on regarde la deuxième itération de la première ébauche de la politique :

Proponer la definición de una política lingüística democrática, perspectiva e internacionalista, explícita y coherente, que permita elevar la cultura lingüística de todos los ciudadanos. (Gregori, Proposición 87)

En 1989 Madame Gregori se concentrait essentiellement sur la langue espagnole telle qu'elle est utilisée à Cuba et dans la majorité des pays hispanophones, mais en 1992 l'étendue des arguments devient plus importante.

Elle ne fait référence, à aucun moment, à la tradition coloniale d'études linguistiques débutant par la proposition d'un dictionnaire par Peñalver. Plus surprenant encore, elle ne fait aucune mention ni de la pensée ni de l'œuvre de José Martí ni des politiques linguistiques de ses contemporains Enrique González Manet et Marlen Domínguez Hernández. Ses réflexions sont plutôt marquées par une formation marxiste-léniniste et une vision plutôt orientée vers l'Europe de l'Est.

Au départ, les recherches de Madame Gregori mettaient en doute la possibilité de gérer de manière avisée le processus de modification linguistique dans la société cubaine. Elle affirme par ailleurs que Cuba est un pays socialiste unilingue (Gregori, *Fundamentos* 246), distinct en raison de ses liens culturels et économiques qui le rapprochent non seulement des pays hispanophones mais également des pays socialistes dont l'héritage culturel est non hispanophone.

Il faut toutefois mettre en évidence l'aspect idéologique de ses arguments quant à la possibilité de gérer l'amélioration et l'évolution de la langue. À cet égard, Madame Gregori cite l'autorité reconnue dans la matière — L.B. Nikolski dont l'ouvrage sur la sociolinguistique fut publié en 1976 — et adopte les idées de ce dernier :

*La política lingüística es toda la práctica que regula de forma consciente los procesos lingüísticos tanto en estados multilingües como monolingües, y que tienen un carácter perspectivo y retrospectivo.*¹

Ensuite Madame Gregori explique, de sa position cubaine, le point de vue de Nikolski.

Es decir, el concepto de política lingüística encierra todo un conjunto de medidas tomadas para cambiar o preservar las formas de existencia de las lenguas, así como para la introducción de nuevas normas o la conservación de las ya existentes. (248)

Les mesures nécessaires ne sont pas passives et ne sont pas seulement la responsabilité des universitaires, académiciens ou autres chercheurs. C'est, en fait, une affaire d'État et, par conséquent, toute politique ayant rapport avec la langue représente l'opinion de la couche sociale ou du groupe investi du pouvoir politique. À Cuba, il s'agit de l'Assemblée nationale (*Asamblea Nacional del Poder Popular*). Dans cet environnement fortement politisé, une politique linguistique représenterait alors ce que Madame Gregori nomme *la ideología de la clase que detenta el poder*. Son point de vue a été soutenu si l'on tient compte de l'article publié en 1984 par Lachman Khubchabdani sur la modernisation des langues dans les pays en voie de développement². Selon Madame Gregori la politique linguistique est, par conséquent et avant tout, synonyme d'une position idéologique définie par ceux qui détiennent le pouvoir et par ceux qui ont été investis du pouvoir d'opérer des changements. Le deuxième rapport qui semble guider les recherches initiales de Madame Gregori est le lien fortuit entre l'aménagement linguistique, qui découle de la politique linguistique, et le développement de la langue nationale qui, dans ses propres termes, est *subordinado en todos sus aspectos a la política lingüística* et à plus forte raison l'idéologie dominante.

Ainsi, les académiciens doivent non seulement s'appliquer à la politique linguistique, mais ils doivent aussi pouvoir juger de l'impact que pourraient avoir ces politiques sur les politiques culturelles dans leur rôle de soutien au développement de la langue.

Madame Gregori précise ensuite que l'ensemble des politiques linguistiques, dans le contexte cubain, doit comprendre les éléments suivants :

1. une politique linguistique officielle relative à la standardisation et à la codification ;
2. une politique relative à l'enseignement de la langue maternelle ;
3. une politique de développement de la langue ;
4. une politique qui tient compte de la valeur sociale de l'usage de la langue au sein d'une communauté linguistique ;
5. une politique d'État sur les langues minoritaires utilisées dans le pays et

6. une politique d'État sur l'enseignement des langues étrangères au sein du système éducatif subventionné par l'État (250).

Madame Gregori ne cesse de souligner l'orientation socialiste de la politique, et elle va même jusqu'à la qualifier de *política lingüística leninista* (251). Par ailleurs, elle souligne le fait que les citoyens de cet État socialiste ont le droit de participer activement — sur le plan linguistique et culturel — à l'édification d'une société qui, nous l'avons vu, se définit comme « unilingue » et « socialiste ».

Réconfortée par la fusion des aspects culturels et linguistiques de la politique, elle embrasse les principes résumés par le terme *cultivo de la lengua* inventé en 1924 par V.O. Vinkur et explicité dans son œuvre publiée à Moscou en 1929.

Madame Gregori puise son inspiration dans un autre pays unilingue et socialiste dont les politiques culturelles et linguistiques ont dû être développées afin de maintenir le caractère particulier du pays, ce pays étant l'ancienne République démocratique allemande.

Il est évident que les modèles utilisés par Gregori lors de la première ébauche de la politique linguistique cubaine se situent essentiellement dans la zone d'influence soviétique : la Tchécoslovaquie, l'Allemagne de l'Est et l'Union soviétique elle-même qui ont toutes formé des administrations culturelles et linguistiques et ont mis en place des politiques d'État tout en respectant une culture et une langue influencées par une idéologie sociopolitique particulière.

Pourtant, nonobstant cet arrière-plan, Madame Gregori ne pouvait passer sous silence le contexte dans lequel Cuba serait appelé à se développer, à savoir celui d'un pays de langue espagnole en Amérique latine possédant un héritage facilement reconnaissable. Ainsi, elle convient que d'autres pays d'Amérique latine ont constitué des *Comisiones en Defensa de la Lengua*, adopté des lois, publié des décrets, qui se sont tous traduits par des mesures destinées à *preservar a la lengua de impurezas* (253). Les pays cités sont le Mexique, la Colombie, l'Uruguay et le Nicaragua. En revanche, il est surprenant qu'aucune mention ne soit faite de Porto Rico. Pourtant, les autorités portoricaines ont toujours été sensibles aux problèmes de protection et de préservation de la langue et ont récemment adopté deux lois dont le but est justement de consolider la position de l'espagnol dans cette île³.

La particularité de Cuba par rapport à l'espagnol est évoquée plus clairement dans le passage suivant :

...el caso de la lengua española...se caracteriza por la existencia de multiplicidad de normas cultas y una codificación única, fundamentada

sobre una estrecha base territorial y social: la norma culta castellana (madriñena). Esta situación se debe, en gran medida, a la concepción existente en la lingüística española e hispanoamericana del concepto «norma», y a la consideración de las variantes hispanoamericanas de la lengua española como dialectos (253).

Reste maintenant le problème de trouver, dans cette politique linguistique émergente, ce qu'on appellera la *norma culta cubana* par rapport à la *norma culta castellana*. Dans la mesure où Cuba est si distinct, ne devrait-il pas afficher une politique linguistique qui traduise ce caractère distinct à savoir celui d'un pays socialiste unilingue de langue espagnole dans le contexte américain ?

Le problème ne se résout pas facilement compte tenu du contexte créé par la Révolution de 1959. Madame Gregori définit ainsi le défi :

Después del triunfo de la Revolución ... el primer objetivo del Gobierno fue la liquidación del analfabetismo y, con posterioridad, la elevación del nivel cultural, científico y técnico de todo el pueblo (254).

La tâche n'a pas été facile en raison de l'importante fuite des cerveaux après la Révolution. Le nouveau gouvernement de l'époque a dû faire face au lourd défi de gouverner le pays après avoir perdu bon nombre d'hommes et de femmes des classes dirigeante et moyenne ainsi qu'une bonne partie des intellectuels très liés avec la *burguesía* cubaine de la période prérévolutionnaire.

Le résultat, sur le plan culturel et linguistique, allait modifier de façon considérable l'étoffe de la classe gouvernante cubaine. Comme le souligne Madame Gregori, *surgió una nueva intelectualidad cubana, compuesta por hijos de obreros y campesinos*. À Cuba, cela a été perçu comme une nouvelle phase de « démocratisation ». Par conséquent, les autorités ont dû faire face aux problèmes linguistiques posés par la *norma culta*. De fait, Sergio Valdés Bernal et ses collègues de l'Institut de littérature et de linguistique ont donné une définition précise de la *norma culta* :

La modalidad de la lengua que representa un modelo de manifestación, de dicción, al que debiéramos aspirar todos. Esa es la que nos permite comunicarnos fácilmente en toda el área hispanohablante, posibilita elaborar libros de texto, científicos y literarios. O sea, es un medio de comunicación que está bien estudiado y están bien descritas sus reglas de construcción, es un modelo de lengua refinado y culto. (Valdés 8)

La nouvelle couche sociale et la classe dirigeante au pouvoir après la Révolution étaient con-

frontées aux problèmes de la *norma culta* contre la langue familière et populaire. Au tout début, le gouvernement révolutionnaire a mis en place une importante politique culturelle et linguistique en lançant la campagne d'alphabétisation. Au fil des années, cet événement a pris des proportions mythiques dans l'histoire cubaine d'après la Révolution.

Cela dit, en dépit d'un passé colonial important et des grandes réalisations de la classe cultivée du début de la colonie à la République, Cuba a dû relever le défi de développer une compétence linguistique générale chez un peuple marqué par une sorte de *enfermedad infantil de la lengua* (Gregori, *Fundamentos* 255). Cela consistait en

el uso de la jerga delinencial y una pronunciación vulgar y chabacana que nada tiene que ver con las peculiaridades de la variable cubana de la lengua española (255).

Cet usage populaire de la langue a été documenté par Mirta Rodríguez Caldron dans une série d'articles publiés en 1984 dans le journal officiel *Granma* sous le titre *Hablar sobre el Hablar* et publiés plus tard sous forme de recueil⁴. On pourrait ainsi affirmer que l'œuvre de Madame Gregori en 1989 était en partie la réponse aux problèmes soulevés en 1984 par Rodríguez dans les articles de *Granma* qui d'ailleurs ont été cités plus tard par Madame Gregori elle-même.

Pourtant, Gregori était opposée à la réglementation de l'usage de la langue par des interdictions normatives venant des dirigeants qui manifestaient un penchant pour des mesures constructives au sein du système social et éducatif ; le but de ces mesures était de sauver l'espagnol standard de Cuba des *impurezas* de la langue populaire, surtout parmi les jeunes.

C'est dans cette optique que Madame Gregori semble se concentrer davantage sur des problèmes de langue et de développement culturel que sur des mesures coercitives destinées à corriger ce qui serait perçu comme un usage erroné de la langue. Elle s'élève fortement contre toute approche où le gouvernement aurait le droit d'interdire, de façon subjective, l'usage d'un langage dialectal de qualité inférieure. Il faudrait plutôt, précise-t-elle, se préoccuper du *enriquecimiento del habla de los jóvenes con los verdaderos valores de la cultura cubana y universal* (255), soulignant ainsi la notion que Cuba ne peut, en matière de politique linguistique et culturelle, s'isoler du reste du monde.

À ses yeux l'isolement représente un danger car, sans l'autorité centrale de la *Real Academia Española* (RAE) qui règle l'usage de la langue dans les pays d'expression espagnole, chaque pays pourrait imposer ses propres normes. Cependant il faut

s'efforcer, par rapport aux valeurs culturelles mondiales, de maintenir la *unidad de la lengua española* tout en tenant compte des particularités régionales. Madame Gregori affirme même que Cuba serait peut-être le pays le mieux placé, de ce qui reste de l'empire espagnol, à réaliser cet effort.

En Cuba están creadas las condiciones, mejor que en el resto de los países hispanohablantes, para emprender la organización científica de una política lingüística, porque la educación y la cultura son patrimonio de todo el pueblo y porque en el Socialismo las formas de influencia de la sociedad sobre la lengua son mucho más coherentes y menos dejadas a la casualidad, que en el Capitalismo, como lo demuestran los ejemplos de los países de la comunidad socialista (256).

Malgré l'élan implicite dans sa position idéologique, Madame Gregori a choisi d'aborder prudemment la rédaction de son rapport sur la politique. La première étape serait de faire un inventaire en prenant comme influence majeure de la *norma culta* à savoir le système éducatif et les médias. Elle a également envisagé de sonder l'attitude des Cubains à propos de la langue et leur détermination à lutter pour des normes plus élevées. Outre son évaluation de la véritable situation culturelle et linguistique, Madame Gregori a aussi fait part de son intention d'étudier les politiques linguistiques déjà en vigueur dans les pays socialistes et capitalistes; cela comprendrait à la fois les approches marxistes et non marxistes quant aux standards, à la codification, à l'aménagement linguistique et au développement linguistique. On comprend donc que cet inventaire ne sera pas purement introspectif et que des modèles internationaux de politique linguistique seraient considérés avant de soumettre la proposition finale au Conseil des Ministres et ultérieurement à l'Assemblée nationale.

D'après l'approche administrative du problème proposée par Madame Gregori on ressent parfaitement le pouvoir encore présent des institutions fondées sur le modèle soviétique.

En el campo internacional se requerirá de consultas con especialistas de la AC de la URSS: Instituto de Lingüística (Sector de Sociolingüística), Instituto de Lengua Rusa (Sector de Cultivo del Habla), así como con el Instituto de Información en Ciencias Sociales (INION) de la propia Academia para consultar los ricos fondos que posee sobre esta temática. (262)

L'expérience des pays socialistes serait en quelque sorte décisive. Cette expérience serait donc comparée à celle des institutions cubaines, à savoir le ministère de l'Éducation, le ministère de l'Enseignement

supérieur, l'Académie des sciences et le ministère de la Culture.

Les recherches devaient se terminer de façon à ce que le premier projet de la politique pût être analysée en juin 1991 par les autorités responsables.

Mais l'objectif n'a pas été atteint, et ce n'est qu'en 1992 que Gregori a publié son rapport dans le bulletin officiel de l'Institut de littérature et de linguistique. À ce moment-là Gregori a présenté un rapport plus concret, qui — fidèle aux intentions exprimées en 1989 — a été rédigé

en perfecta armonía con el resto de los países hispanohablantes para que sea un factor más de unión de nuestra comunidad. (Grégori, Proposición 87)

Cependant, le ton n'est plus celui des trois années précédentes; l'influence socialiste est plus modérée et c'est la *integración iberoamericana* qui est mise en valeur. On découvre alors que la politique linguistique prenait une toute nouvelle orientation bien différente de l'aspect « international » évident entre 1989 et 1992. La RAE a joué un rôle clef — Gregori l'exprime — à travers toute la diaspora d'expression espagnole dans la définition de modèles et de mesures à prendre pour préserver, protéger et défendre la langue espagnole et ses variantes régionales. Tout en rappelant ses inquiétudes antérieures quant aux véritables dangers de fragmentation linguistique dans le monde hispanique, Gregori évoque la possibilité d'une renaissance de la notion de *hispanidad*. Cela va tout à fait à l'encontre de ce que certains chercheurs ont qualifié de *cubanidad*, terme d'ailleurs utilisé par José Martí et Fernando Ortiz⁵.

Cette attention internationale et panhispanique représente une toute nouvelle perspective qui reconnaît aussi le fond culturel sur lequel Cuba pourrait fort bien s'appuyer. Gregori explique ainsi cette nouvelle orientation :

En el Congreso de Bogotá (1960), se constituyó la Asociación de Academias de la Lengua Española, y desde 1965 funciona en Madrid la Comisión Permanente de la Asociación de Academias de la Lengua Española. El Secretario de la Comisión es siempre designado un académico hispanoamericano, así como dos vocales que se turnan por rotación cada año y que junto con dos académicos españoles estudian la incorporación de palabras y acepciones propias del país respectivo al Diccionario de la Academia Española (DRAE). (Gregori, Proposición 89)

L'environnement technologique et scientifique — toujours en évolution — dans lequel la langue est utilisée a également eu un impact sur l'orientation de 1992. Tout en s'appuyant sur l'article de Rafael Lapesa (1987) sur l'avenir de

l'Académie espagnole⁶, Gregori admet qu'il conviendrait de manière urgente *estabelcer una política hispánica sobre neologismos técnicos y científicos* (90-91).

Cette position est renforcée par la nécessité d'une unité linguistique dans le monde hispanique et d'une cohérence linguistique pour faire face à l'évolution vertigineuse, en Espagne et ailleurs, du langage technique et scientifique. La première manifestation pour la protection de la langue s'est produite loin de l'Espagne, et c'est la raison pour laquelle Gregori ne voit aucun inconvénient à ce que Cuba joue un rôle de premier plan dans ce domaine.

Les premières pierres ont été posées pour des réalisations futures qui se raffineront au fur et à mesure que les enjeux augmenteront et que les participations étrangères vont s'étendre. L'Institut de linguistique et de littérature sera toujours en tête de liste, et c'est lui qui donnera le ton sous l'œil vigilant des autorités gouvernementales.

L'orientation stratégique se fera sur trois niveaux différents et pourra bénéficier de l'expérience des recherches initiales de Madame Gregori et des autres membres de l'Institut. Des mesures seront mises en place afin :

1. de reconnaître la *norma culta* de la variante cubana dans trois domaines clefs :
 - le lexique
 - le système phonologique de l'espagnol cubain
 - la grammaire
2. de maintenir l'uniformité de l'espagnol tout en acceptant sa légitime divergence de la *norma culta castellana* et enfin
3. d'élever le niveau d'alphabétisation et de culture générale de tous les citoyens cubains.

Afin d'atteindre ces objectifs, l'Institut devra se préparer à proposer des mesures spécifiques sur trois fronts :

1. l'éducation,
2. les média, et
3. la vie socioéconomique.

Deux propositions administratives seront élaborées. Tout d'abord, l'Institut a l'intention de recommander la formation d'une *Comisión Nacional de Política Lingüística*. Ensuite, sous le couvert de cette nouvelle commission, l'Institut recommandera éventuellement que le gouvernement cubain lance une nouvelle campagne basée sur la campagne d'alphabétisation qui avait été introduite peu de temps après la Révolution de 1959. Cette campagne, prévue pour le nouveau millénaire sera d'une envergure beaucoup plus importante et profitera

des acquis linguistiques et culturels de l'actuel régime pour renforcer la position de l'espagnol cubain dans les pays d'expression espagnole. Ces efforts seront réalisés lors d'une *Campaña Nacional en Defensa de la Lengua Materna*.

Afin d'atteindre ces deux objectifs, Madame Gregori a déjà élaboré un programme en 19 phases bien définies. Les chercheurs qui suivent de près ce projet devront patienter jusqu'au début du nouveau millénaire pour connaître de façon précise les différentes mesures qui seront prises. Cependant, on peut d'ores et déjà affirmer que les mesures nécessaires seront prises en temps voulu ; cela va tout à fait dans le sens d'une politique essentiellement orientée sur la manière dont la langue cubaine voudrait se positionner, après l'an 2000, au sein de la grande famille d'expression espagnole.

JOHN ARCHIBALD

Université McGill, Montréal, Canada

NOTES

1. Nikolski, L.B. *Sinjonraya sotsiolingystike*. MOSCOU : 1976, p. 112. Texte cité et traduit par Madame Gregori. *Fundamentos* 248.
2. Kubchandani, Lachman M. « Modernización de la lengua en el mundo en desarrollo. » *Revista Internacional de Ciencias Sociales* XXXVI (99) : 33 Cité par Madame Gregori. *Fundamentos* 248.
3. Voir Archibald, J. « The Pragmatics of Professionalism : Translation and Interpretation in Puerto Rico and Quebec ». *Meta* 42 (4) : 649-660.
4. Rodríguez Caldrón, Mirta. *Hablar sobre el Hablar*. Cité par Madame Gregori. *Fundamentos* 255.
5. Voir Ortiz, Fernando. « Los factores humanos de la cubanidad ». Dans Ortiz, Fernando. *Etnia y sociedad*. I. Barreal (dir.). LA HAVANE : Editorial de Ciencias Sociales, 1993, pp. 1-20. La dissertation sur la *cubanidad* sélectionnée par l'éditeur, D^r Isaac Barreal, avait déjà été publiée dans la *Revista Bimestre Cubana* XLV (3) (marzo-abril 1949) : 161-186.
6. Lapesa, Rafael. « La Real Academia Española : pasado, realidad, presente y futuro ». *Boletín de la Real Academia Española* (sept.-dic. 1987) : 327-346. Cité par Madame Gregori. *Proposición* 90-91.

RÉFÉRENCES

- ARCHIBALD, J. (1997) : « The Pragmatics of Professionalism : Translation and Interpretation in Puerto Rico and Quebec ». *Meta* 42(4) : p. 649-660.
- DOMÍNGUEZ HERNÁNDEZ, M. (1990) : *José Martí : Ideario lingüístico*. LA HAVANE : Editorial Pablo de la Toriente.

- GONZÁLEZ MANET, E. (1984): *Cultura y comunicación, mínima ensayo*. LA HAVANE: Editorial Letras Cubanas.
- GREGORI TORADA, N. (1989): «Fundamentos para el Establecimiento de una política lingüística en Cuba». Dans *El Español en Cuba*. LA HAVANE: Facultad de Artes y Letras, Universidad de la Habana, p. 245-267.
- . «Proposición de una política lingüística nacional». *Anuario L/L-Estudios Lingüísticos* 23: 87-111.
- ORTIZ, F. (1993): «Los factores humanos de la cubanidad». Dans Ortiz, Fernando. *Etnia y sociedad*. I. Barreal (dir.). LA HAVANE: Editorial de Ciencias Sociales, p. 1-20.
- PEÑALVER, F. J. M. (1977): «Memoria que promueve la edición de un diccionario provincial de la Isla de Cuba. Leída en la Junta ordinaria de 29 de octubre de 1795. Por el R. P. Mtro. Fr. José María Peñalver, del Orden de Ntra Señora de la Merced, Socio de número». Dans Alonso, Gladys y Angel Luis Fernández, (dir.). *Antología de lingüística cubana, Tomo I*. LA HAVANE: Editorial de Ciencias Sociales, p. 13-20.
- VALDÉS BERNAL, S. (1994): *Inmigración y lengua nacional*. LA HAVANE: Editorial Academia.

Foal on the Pitchfork (Yusuf Eradam)

I easily get upset, true. They say once I lose my temper, I can't control myself. That's how my father used to boast to his hunting friends. Of course he is right. All this is because of me. It's because I make up my mind right away. My father didn't like my hands. They were so small, he used to say, I should have been born a girl. How can I train my father? Who am I to train my father? My father. The most notorious trainer of our country. He puts his family first, and then comes the rest. He used to say that, members of the family should give a hand to one another, or else the family would fall to pieces, would crumble, would be torn apart, heaven forbid. That was what my father used to tell my elder brothers and sisters every time we sat at the supper table, and me especially, the youngest son, while shaking his forefinger at me. A father is like a "stretcher," he keeps the family together, he would say. I hadn't known what a stretcher meant until I saw the men laying the parquet in our farmhouse.

My mother would not utter a sound. She would keep her eyes on my father's hands for a while, then taking courage from her eyes fixed below, she would start to pass out the soup. My mom would begin household chores with the name of "Allah," too. In my eyes, Allah used to go between the tip of my father's forefinger and my mother's eyes. I heard Allah at that supper table. Allah looked at me through the eyes of my mother and

said "The scholar's son becomes a tyrant, the tyrant's son becomes a scholar." I thought that one day my father's forefinger would come off and stick my mother in the eyes. My father's hands were so big, so big they were.

I was only four when my father killed "Olive." While I was swimming in the creek near our home, I heard Olive wailing. I ran. I couldn't get there in time. My father had already hanged him on a big plum tree. My father's hands were so big, he could use a shovel as easily as a toothpick. He wasn't the least affected as he hit Olive with the shovel. "There you are, you bloody dog. I take all the pains to catch that woodcock, and there now, I'll give you a good lesson, to hell with you!" The red which was running down Olive's head was filling his eyes and washing out his body, it created a small pool on the earth. Soon Olive was silent. His last sound was so weak, it was as if he was whispering "thyyyyime" from his throat filled with red, the "iiii" sounding like the wheat leaves being crushed between the rusty notches of the pitchfork. I could not make a sound, I could not, I was afraid that Allah calling me from my mother's eyes, would pass on to my father's hands and say something to me from there. I thought I would die. Death was now in my father's shovel-like hands. I didn't want to meet my father's Allah. And I didn't kill Olive, that I know. My father is lying.

Someone, probably my mother, is pulling my hand. She doesn't want me to see it. "Patos! He wants the boy to be like him," she whispers to my nanny. My nanny, who tells me stories of amorous clouds, looks down. I am dying, nanny. Tell me a story. My nanny's bosom smells of thyme. How do my eyes soak the thyme. My mother's velvety hands, my nanny's thyme-smelling bosom.

I was so scared that my ex-soldier father would train you the same way. But you had entered my world like cotton balls, like colorful festival balloons, like my first teacher's affectionate strokes. You expanded in me like the creek I bathed in. It looked like you knew it while you used to hop around like a deer, it was like you were a boy waiting for his summons to arrive, you were too young to receive military service summons. I died, that you would receive the same training.

My father used to get me toy guns to play with. I would play with my marbles. I would play dahlia. I would play notak with my pals. I would play five stones and jump rope. My father's toys were too big for my hands. Big guns, rope, fishing rod, rifle, horsewhip... aren't you a man, he would ask. Hey woman, his mother, is this boy some sort of a mix?

I always run to Ali, to the most friendly shepherd in the whole village. Ali would tell me the names of the sheep. He knows them all, and never